

PREFET DE SAONE ET LOIRE

ARRETE

**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**
Bureau de la réglementation et de l'environnement

LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

arrêté préfectoral de mise en demeure

SITA CENTRE-EST
Route du Bois Morey
71 210 TORCY

DLPE - BENV - 2016 - 33 - 1

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6 à 8, L.172-1 et suivants, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°11-04421 délivré le 29 septembre 2011 à la société SITA CENTRE-EST pour l'exploitation d'un centre de transit-regroupement-tri et d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Torcy concernant notamment les rubriques 2714, 2760 et 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 septembre 2011 susvisé, qui fixe la capacité maximale autorisée au titre de la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux) à une quantité de déchets traités à 48 t/j, en spécifiant que le traitement consiste en un broyage de bois ;

VU les articles 1.7.1 et 1.7.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 septembre 2011 susvisé, qui disposent : « Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. » et « Le dossier de demande est actualisé à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant. » ;

VU l'article 8.4.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 septembre 2011 susvisé, qui fixe les conditions de stockage des déchets dans l'installation de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 24 novembre 2015 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulé par courrier en date du 10 décembre 2015 ;

CONSIDERANT que lors de la visite en date du 26 octobre 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- du fait de la forte accumulation de bois sur la plate-forme, les tas de bois broyé et non broyé sortent des limites de la plate-forme bitumée. Les emplacements matérialisés pour les différentes catégories de bois (bois non traité et bois traité) ne sont pas respectés et les bois destinés à une sortie du statut de déchet ne sont pas stockés distinctement des autres déchets de bois ;
- l'exploitant exerce une activité de broyage de plastiques sur la plate-forme de tri-transit-regroupement entraînant une modification du classement sous la rubrique 2791, sans l'avoir préalablement portée à connaissance du préfet ;

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.2.1, 1.7.1, 1.7.2 et 8.4.1.2 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SITA CENTRE EST de respecter les dispositions des articles 1.2.1, 1.7.1, 1.7.2 et 8.4.1.2 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 - La société SITA CENTRE EST exploitant un centre de transit-regroupement-tri et une installation de stockage de déchets non dangereux sise Route du Bois Morey sur la commune de Torcy est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 1.2.1, 1.7.1, 1.7.2 et 8.4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2011 :

- en déclarant les modifications apportées à l'installation de broyage, en tenant compte des quantités traitées par jour et présente de déchets non dangereux (la capacité de 4950 m³ aujourd'hui autorisée regroupant le bois et le plastique), avec tous les éléments d'appréciation tels que définis à l'article R.512-33 du code de l'environnement ;
- et en mettant en place des aires de réception, de stockage, de tri, de transit et de regroupement des déchets distinctes et clairement repérées, de manière à respecter, en tout temps, les prescriptions de l'article 8.4.1.2.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 – Exécution et copies

Mme la secrétaire générale de la préfecture, Mme la sous-préfète d'Autun, M. le maire de Torcy, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Une copie sera faite à M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL.

MACON, le 22 FEV. 2016

Le préfet

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN

10.11.2017

Pour le Prêtre,
Le Secrétaire Général de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN